L’après Ceausescu

Des arguments empruntés au registre de l'économie de la mort reviennent constamment à propos des événements qui ont marqué la chute de Ceausescu et inauguré le nouveau cours de l'histoire roumaine: «Où sont-ils donc passés tous ces morts qu'on nous annonçait par dizaines de milliers... Voyons, on nous a menti, on nous a berné, on nous a manipulé, il n'y a jamais eu de révolution dans ce pays...» Fonctionnaires et consommateurs des médias occidentaux s'indignent maintenant d'une même voix grave. Et d'invoquer avec dégoût le faux charnier de Timisoara. Ce lieu commun, qui aura surtout eu pour conséquence de contrarier la solidarité politique avec ceux qui, tant bien que mal et avec les moyens du bord, continuent de lutter en Roumanie, est affligeant à deux titres.

D'abord, par ce fameux «on», qui est désigné au juste? Les «comploteurs» qui ont renversé Ceausescu? Les journalistes des agences de presse est-européennes? Sans le relais complaisant des médias occidentaux et l'amplification spectaculaire qu'ils ont donné à l'événement, fausses informations et mises en scènes macabres n'auraient jamais eu l'impact que tout un chacun s'accorde à déplorer aujourd'hui, et le nouveau pouvoir roumain n'aurait pas été affermi à ce point. «Un mensonge gros comme le siècle!», s'écriait quelque mois plus tard l'ancien correspondant de l'AFP à Bucarest. Que ne l'a-t-il dénoncé sur le moment! Mais, apparemment, ce n'est pas ce genre de scoop que ses employeurs attendaient de lui. Le public lui-même n'en espérait pas tant: s'il se sent frustré aujourd'hui, la retransmission télévisée, et sur le vif, d'une révolution, même faussée, le passionnait alors davantage que les feuilletons auxquels il échappait pendant ces mémorables journées de décembre. (Remarquez, à la même époque, les Roumains ont été autrement gâtés par leur toute neuve «télévision libre»: immobilisés devant leur poste à suivre «en

direct», 24 h sur 24, leur révolution, bon nombre d'entre eux ont fini par estimer qu'il était superflu d'y participer.)

Bref, il est ridicule de suspecter les Roumains en général d'avoir joué un tour de cochon au monde entier en mourant non pas par dizaines de milliers mais par milliers seulement. D'aucuns s'indignent qu'il y ait eu, en fin de compte, moins de morts qu'annoncé. Mais n'y a-t-il pas lieu, au contraire, de s'en réjouir?

Ensuite, depuis quand les révolutions se définissent-elles par le nombre de morts qu'elles occasionnent? Et qu'est-ce qui permet d'établir une corrélation automatique entre le nombre de morts qui endeuille une population par suite d'une convulsion de l'ordre étatique, y compris lors d'une manifestation de mécontentement, et l'existence au sein de cette même population d'un projet ou d'une volonté révolutionnaires? Si les médias se sont bien gardés de s'attarder sur ces questions, qui sous-tendaient pourtant leur message, c'est que l'enjeu de la révolution roumaine – avec un majuscule d'abord, avec des guillemets ensuite – se situait ailleurs. Bien qu'elle fasse tout, chez elle – et non sans succès, depuis quelques années –, pour évacuer de l'imaginaire social l'idée même de révolution, la raison dominante occidentale ne se prive pas de parler de révolutions quand elles se déroulent dans des pays qui échappent à sa zone d'influence et dès lors que ces pays ne demandent pas mieux que d'intégrer son camp. Ces révolutions-là confortent le discours de la raison dominante occidentale. Elles le confortent d'autant mieux si elles l'étayent par des preuves édifiantes et tangibles: des morts, des vrais... Et c'est d'une certaine façon parce qu'elle a lamentablement échoué dans la mission qu'on lui destinait – même si on a pu croire dans les premières heures le contraire –, que la Roumanie a raté ses retrouvailles tant attendues avec l'Occident. En effet, cette mission renfermait en l'occurrence une forte charge symbolique: il convenait de parachever, en beauté et

sur un mode pathétique, l'éclatement du bloc soviétique est-européen. (Faut-il encore le rappeler: l'émancipation de ces pays des régimes politiques imposés par l'Union soviétique, toujours revendiquée par l'Occident mais jamais sérieusement préparée, s'est opérée sous l'égide des dirigeants soviétiques eux-mêmes.)

L'accélération du cours de l'histoire en Roumanie, moyennant l'élimination de Ceausescu, résulte en grande partie d'une large conjuration, conjuration ourdie par des gens proches du régime et qui savaient qu'ils pourraient compter sur la complicité et le soutien d'importantes fractions de l'appareil communiste roumain – la Securitate, en premier lieu –, ainsi que sur la bienveillance, sinon le concours, des instances internationales que l'anachronisme roumain ne laissaient pas d'embarrasser. L'action a été menée en deux temps, conformément à la définition même du terme que nous fournit *Le Petit Larousse*: «Conjuration. Entreprise concertée en vue d'un coup d'État; action d'écarter le démon par des formules magiques».

Cependant, la thèse du coup d'État est insatisfaisante. S'y rallier totalement, ce se serait nier la réalité des soulèvements populaires qui ont accompagné, surtout à Timisoara et à Bucarest, la chute de Ceausescu. Ce serait également faire peu de cas des multiples révoltes, des projets de changement et des prises de conscience qui ont été favorisées au fil des mois par la mise au jour d'aspirations dont l'expression même eût été inconcevable du temps de Ceausescu. Malgré ses échecs ponctuels, sa nature contradictoire et sa portée limitée, le processus qui a été initié par les soulèvements de décembre – qualifions-le de révolutionnaire – n'aura jamais cessé d'interpeller le nouveau cours de l'histoire roumaine [1]D'un point de vue et dans une perspective libertaires on ne saurait que souscrire à une proposition du type de celle émise par George Serban – lequel a été par ailleurs à l'origine de la Proclamation de

Timisoara: «Notre intention est de convoquer [...] toutes les forces sociales qui ne désirent pas prendre le pouvoir mais le contrôler: les associations culturelles, professionnelles, les syndicats, les rédactions des journaux et des revues.» (*Solstitiu*, juillet 1990.) Mais encore faudrait-il que pour ce faire on se donne les moyens appropriés. Or nous restons sur notre faim. Force est de constater que dans les faits on est loin d'avoir marqué des points dans ce domaine et les signes encourageants sont plutôt rares. L'absence d'une tradition socialiste libertaire, le poids du nationalisme et, sur l'échiquier politique non communiste, les fréquentes et souvent naïves références à la droite conservatrice et fascisante, tout autant que le climat de suspicion, voire de terreur diffuse entretenue par le FSN grâce aux anciens réseaux de la Securitate, hypothèquent les projets et les pratiques relevant d'une auto-organisation de la société. Cela étant, une chose doit être clairement rappelée: on ne saurait en aucune façon parler de démocratie en Roumanie – quoi qu'en dise le pouvoir, et qu'il ait l'aval de l'Occident ou non – en l'absence d'instances à même de contrôler un minimum ce pouvoir.. Aujourd'hui encore il est loin d'avoir dit son dernier mot.

Que le pouvoir issu du coup d'État, une fois installé, se soit donné tous les moyens pour marginaliser et favoriser l'éclatement d'un processus révolutionnaire qui le contestait n'est pas pour nous étonner. Ce qui surprendra ici c'est la déconcertante facilité avec laquelle ce pouvoir a instauré un Thermidor communiste *sui generis*, de façon inavouée et peut-être transitoire, mais dont la perpétuation se traduit par une crise sans équivalent dans les autres pays de l'Est.

Pour caractériser les bouleversements survenus dans l'ensemble des pays de l'Est à la fin des années 80, le philosophe Jürgen Habermas a évoqué une «révolution de rattrapage». La formule est discutable, mais parler de rattrapage à propos de cette situation historique inédite semble on ne peut plus approprié.

Le rattrapage a été conçu et vécu en Roumanie, – comme, du reste, dans les autres pays de l'Est –, en termes d'accès légitime à la normalité, une normalité dont la population avait été injustement privée jusqu'ici. Pour comprendre le caractère laborieux et problématique du rattrapage roumain, il est bon d'entrée de jeu de préciser la signification particulière que la normalité revêt dans ce pays.

Du côté institutionnel, depuis les ministères jusqu'aux futures formations de l'opposition extraparlementaire, on a assisté d'emblée en Roumanie à un véritable alignement – souvent improvisé et confus, tuais qui s'en étonnerait? – sur la normalité occidentale. Dans ce domaine, l'activisme tous azimuts s'est évidemment heurté dès le départ à des résistances locales de la part de l'ancien personnel mais nullement à une opposition de principe. Quant à la population, elle a assisté à tout cela avec une indifférence plutôt bienveillante. Ce qui ne manque pas de frapper, c'est que la vie administrative, politique ou syndicale occidentale – soit dit en passant, peu et mal connue en Roumanie – n'a fait l'objet d'aucun débat public de fond: personne, ou presque, ne s'est avisé de contester le nouveau modèle ni s'est interrogé sur son adéquation aux conditions du pays. La plupart des cadres de l'ancien régime se sont engagés sans hésiter dans un nouvel ordre institutionnel dans lequel ils seraient amenés à jouer un rôle de premier plan. Même la référence, trop appuyée, à l'avant-guerre roumain, référence qu'on a assimilée à un embarrassant retour en force de l'archaïsme politique, passait pour un frein dans cet alignement frénétique sur le modèle occidental: les partis politiques dits historiques en auront fait largement les frais. Évidemment, les querelles et les polémiques, parfois meurtrières, sur la question n'ont pas manqué, mais elles portaient avant tout, aux dires des principaux protagonistes – et non pas, bien entendu, à ceux de leurs contradicteurs –, sur les modalités de la mise en place et sur le rythme des mesures d'accompagnement.

Si l'on considère le champ socio-économique, on aura assisté, les premiers mois de l'après-Ceausescu, à un retour au normal autrement déconcertant. Pour le gros de la population, il s'agissait avant tout de rattraper non pas un «ailleurs» occidental hypothétique, puisque perçu comme inaccessible, ou un «avant» (la période non communiste de l'histoire du pays) trop éloigné dans le temps, mais des conditions de vie dont elle estimait avoir été privée pendant les dernières années du règne de Ceausescu. Le retour au normal favorisait ainsi une réévaluation à la hausse des conditions prévalant dans le pays avant la dégradation entraînée par les surenchères de Ceausescu. Communiste ou pas – les passions d'ordre idéologique n'ont jamais joué un rôle déterminant dans ce pays – , les années 60 et même 70 faisaient somme toute figure honorable en comparaison avec la dérive des années 80. Sans doute, ce retour au normal a-t-il été quelque peu favorisé par le contraste saisissant entre la condamnation paroxystique de l'«odieux criminel» et l'absence de toute tentative conséquente de «dé-ceausisation» susceptible de déboucher sur une «dé-communisation» du pays. Cependant, les raisons pour lesquelles on s'est illusionné sur une possible réforme du régime en place sont plus profondes. En procédant, dès ses premiers décrets, à l'abolition des mesures les plus draconiennes et les plus absurdes de l'époque Ceausescu, en prenant des dispositions aussi populaires que celle de la réduction du temps de travail, le Front posait les jalons d'une dynamique de réforme du régime allant dans le sens de la correction de ses principaux dispositifs ou de l'atténuation de leurs effets les plus pervers.

Principal agent d'un alignement précipité et superficiel des institutions du pays sur le modèle occidental, malgré les velléités de l'opposition qui criait à l'imposture sans pouvoir le concurrencer efficacement, le Front est parvenu à entretenir à son profit et jusqu'aux élections de mai 1990 l'espoir d'un retour au normal sans bouleversements majeurs. Entre ces deux dynamiques, qui ont longtemps coexisté, malgré

leur contenu contradictoire, grâce au savoir-faire du Front et pour le bénéfice de ses dirigeants, il n'y avait pas de place pour l'émergence, au sein des secteurs les plus actifs de la société roumaine, d'un projet collectif autonome de reconstruction du pays.

Les résultats sont peu réjouissants et donnent une idée de la nature de la crise actuelle. Le désarroi de la population provoqué par l'échec de sa «fuite en arrière» donnera lieu à des sursauts défensifs mais aucunement à un projet de changement. Quant à la «fuite en avant» institutionnelle, elle se révèle peu probante. En paraphrasant la formule de Staline, on pourrait dire que nous avons affaire aujourd'hui en Roumanie à des institutions démocratiques «dans la forme» et communistes «dans le contenu». Encore faudrait-il ajouter que la distorsion entre la forme et le contenu des institutions politiques roumaines remonte très loin, au-delà de l'instauration du communisme, et que la vitalité des valeurs pré-modernes dans le fonctionnement politique de ce pays a rarement été démentie au cours de son histoire moderne. À bien des égards, en raison justement de son caractère aigu et diffus, la crise actuelle semble annoncer l'avènement de la modernité. Mais de quoi sera-t-elle faite cette modernité – désirée par les uns et redoutée par les autres? Bien malin qui pourrait le prédire.

Il y a fort à parier que l'avenir prochain de la Roumanie va se jouer loin des craintes apocalyptiques et des illusions édéniques, en fonction de l'évolution d'une réalité humaine complexe et souvent opaque, qui va se heurter de plus en plus à des bouleversements l'obligeant à changer ou à disparaître.

Ce ne sont ni des diagnostics ni des des pronostics, mais des approches nuancées et sans concessions de la réalité, avec ce que celle-ci renferme de contradictoire, d'incertain et d'apparemment insurmontable, que propose le dossier consacré à la Roumanie qu'on va lire. Plutôt que de se lancer dans des considérations sur les composantes, les stratégies, les visées

et les manœuvres du jeu politique caractérisant la scène roumaine depuis la disparition de Ceausescu, les auteurs de ce numéro ont préféré interroger le champ du social afin de mettre en lumière les mécanismes qui bloquent ou hypothèquent le renouveau, et qui sont pour beaucoup dans les déboires de la «normalisation» roumaine, sans justifier pour autant les actions de ceux qui ont cherché à en tirer profit. Ce qu'explique Smaranda Mezei permet de comprendre aussi bien le comportement révolutionnaire des femmes pendant les journées de décembre que leurs réflexes conservateurs lors des élections. Écrivain et philosophe connu pour ses positions critiques à l'égard du régime pendant les années Ceausescu, Gabriel Liiceanu dresse un tableau plutôt sombre du paysage politique de l'après-Ceausescu, dans un entretien accordé à Mihnea Berindei à la veille de la création de l'Alliance civique. Les observations de Dan Culcer et les faits qu'ils rapporte dans son journal de voyage, notamment à propos des relations problématiques entre les Hongrois et les Roumains en Transylvanie, renvoient autant aux structures traditionnelles séculaires qu'à l'héritage communiste dans cette région de la Roumanie.

Le lecteur ne manquera pas de remarquer que les auteurs n'ont pas le même angle d'attaque, qu'il n'ont pas une vision unique des choses et que leurs points de vue divergent. Prenons le cas du témoignage recueilli et présenté par Mihai Dinu Gheorghiu: son intérêt exceptionnel réside avant tout, me semble-t-il, dans le fait qu'il nous livre à l'état brut les moments forts d'une réalité sociale, psychologique et politique qui a resurgi à l'occasion des journées de décembre dans une ville de province – moments forts dont la signification contredit la plupart des idées ayant cours sur la révolution roumaine. L'interprétation politique que propose Claude Karnoouh de ce témoignage va plus loin que celle de l'auteur, lequel se refuse à trancher. Précisons enfin, si besoin est, que la rédaction d'*Iztok* ne souscrit guère au «compromis historique» entre les anciens privilégiés et les

prétendants actuels que Dan Culcer suggère – de manière délibérément cynique, il est vrai – à la fin de son article.

La nouvelle presse roumaine, plus précisément une certaine presse indépendante, constitue l'un des aspects les plus encourageants de l'après-Ceausescu. Aussi, nous a semblé-t-il important d'en fournir un échantillon, en présentant dans la séquence consacrée aux ouvriers roumains 90 la traduction intégrale de plusieurs articles parus dans le quotidien indépendant *Romania libera*, l'hebdomadaire *Zigzag* (qui a été racheté depuis et changé d'orientation) et la publication de Iasi *Opinia studenteasca*. Le ton de ces comptes rendus, reportages et entretiens, comme les arguments qu'ils véhiculent, permettront au lecteur de se faire une idée du rôle, considérable et pas toujours exempt de contradictions, que les journalistes indépendants jouent dans le processus en cours [2]En raison de l'abondance des matériaux, ce numéro d'*Iztok* comporte un supplément intitulé «Retour sur Ceausescu», qui sera adressé automatiquement aux abonnés mais non distribué dans les librairies. Un exemplaire sera gracieusement envoyé à qui nous en fait la demande. Au sommaire figurent une étude de M.D. Gheorghiu, «Ceausescu et le peuple, une visite de travail» et la suite de «Responsabilité internationale et complicité Interne dans la dérive roumaine» par N. Trifon, dont la première partie était parue dans *Iztok*, n°17..

Nicolas Trifon